

CARACTÉRISTIQUES DE L'EXPLOITATION DU DEMANDEUR

Nombre d'associés exploitants : _____ (pour les personnes morales) ;

Nombre d'exploitations regroupées : ____ (obligatoire pour les GAEC)

Nom et prénom du demandeur ou des associés	Date de naissance	Date d'installation	Part du capital (si société)	% du capital (si société)
	Profession		Nationalité	
Durand Paul	20/01/19	21/03/95	1000	100%
	agriculteur		française	
	_ _ / _ _ / _ _	_ _ / _ _ / _ _		
	_ _ / _ _ / _ _	_ _ / _ _ / _ _		
	_ _ / _ _ / _ _	_ _ / _ _ / _ _		
TOTAL CAPITAL SOCIAL ET POURCENTAGE				

Surface agricole utile (SAU) de l'exploitation : |_|_|/|_|_|/|_|_| (ha/are/ca)

Surface du verger cidricole actuelle : |_|_|/|_|_|/|_|_| (ha/are/ca)

PROJET DE PLANTATION

Plantations accompagnées d'un engagement d'arrachage

Surface concernée : |_|_|/|_|_|/|_|_| (ha/are/ca)

Plantations sans engagement d'arrachage

Surface concernée : |_|_|/|_|_|/|_|_| (ha/are/ca)

Si Jeune agriculteur ou nouvel installé ou primo-planteur :

Plan de développement de l'exploitation prévoit d'atteindre une surface d'au moins 4 hectares de verger : OUI NON

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX DE PLANTATION

Début prévisionnel des travaux	Fin prévisionnelle des travaux
_ _ / _ _ / _ _	_ _ / _ _ / _ _

Tout document et/ou tout règlement entre le fournisseur et le bénéficiaire de l'aide (ou de ses financiers) doivent être établis entre la date d'autorisation de commencer les travaux (ACT) et la date maximale de fin de travaux. On entend par document : acceptation du devis, bon de commande, bon de livraison et factures.

PLANTATIONS ACCOMPAGNÉES D'UN ENGAGEMENT D'ARRACHAGE**PARCELLES À PLANTER AU COURS DE LA CAMPAGNE 2014-2015**

Références cadastrales				Variétés prévues	Plantations prévues		
Dépt	Commune	Section	N° Cadastre		HA	ARE	CA

PLANTATIONS SANS ENGAGEMENT D'ARRACHAGE**PARCELLES À PLANTER AU COURS DE LA CAMPAGNE 2014-2015**

Références cadastrales				Variétés prévues	Plantations prévues		
Dépt	Commune	Section	N° Cadastre		HA	ARE	CA

MENTIONS LÉGALES

Je suis informé que conformément au règlement (CE) n° 259/2008 qui impose aux Etats membres la publication des montants versés aux bénéficiaires des aides financées par le FEAGA et le FEADER, toute demande d'aide conduira à la collecte d'informations nominatives me concernant et que mes nom/raison sociale, commune de résidence/siège social, code postal et le montant net des aides perçues feront l'objet d'une publication annuelle. Je suis par ailleurs informé que les informations publiées pourront être traitées par les organes des Communautés et des Etats membres compétents en matière d'audit et d'enquête. Les informations publiées seront consultables sur un site WEB unique dédié (<http://agriculture.gouv.fr/beneficiaires-pac>) pendant une durée de deux ans. La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et en particulier ses articles 39 et 40, s'applique à cette publication et me donne droit d'accès et de rectification pour les données me concernant, en m'adressant à la direction gestionnaire.

ENGAGEMENTS ET SIGNATURE

Je soussigné (nom et prénom) *: _____

- **certifie avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité ;**
- **certifie l'exactitude de l'ensemble des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes ;**
- **atteste sur l'honneur :**
 - avoir pris connaissance de la décision INTVSANAEI/D2014-42 du 1^{er} juillet 2014 ;
 - que je respecte les conditions d'éligibilité décrites au point I-1 de ladite décision
 - que je suis à jour de mes obligations fiscales et sociales légalement exigibles aux régimes de base obligatoires de protection de salariés et de non salariés ;
 - que je tiens une comptabilité conforme au "Plan comptable" et que je suis soumis à l'imposition T.V.A., selon le régime normal ou simplifié agricole (R.S.A.) ;
 - l'exactitude des renseignements concernant ma situation et concernant le projet de plantation ;
 - que mon exploitation répond aux normes communautaires minimales concernant l'environnement, l'hygiène et le bien-être des animaux ;
 - que je n'ai pas demandé de prêts à taux bonifiés de type PSM (prêts spéciaux de modernisation) , MTS-JA (prêts à moyen terme spéciaux pour les jeunes agriculteurs), ou PPVS (prêts aux productions végétales spéciales) couvrant des plantations pour la campagne 2014/2015.
 - que j'ai pris connaissance des sanctions encourues en cas de non respect des dispositions de la décision en vigueur;
 - que mon entreprise n'est pas en difficulté au sens des lignes directrices communautaires concernant les **entreprises en difficulté (JOUE C244 du 01/10/2004 prorogées jusqu'au 09/12/2012 JOUE C157 du 10/07/2009).**
- **Je m'engage à :**
 - informer FranceAgriMer, de toute modification (raison sociale, projets, liquidation judiciaire...) dans les 30 jours suivants ces modifications ;
 - en cas de changement de statut à ce que la nouvelle structure respecte les critères d'éligibilité visés et fixés à l'article 2 de la Décision de FranceAgriMer INTVSANAEI/D2014-42 du 1^{er} juillet 2014;
 - en cas de cessation d'activité à ce que l'engagement d'arrachage soit respecté avant la cessation d'activité ou à transmettre cet engagement à un autre exploitant en cas de reprise ;
 - reverser les aides perçues dans le cadre de ma demande en cas de non respect de l'engagement d'arrachage.
- **Je suis informé que :**
 - tout paiement ou document (acceptation du devis, bon de commande, bon de livraison et factures) établi entre le fournisseur et moi-même antérieur à l'ACT ou postérieur à la date maximale de fin de travaux **sont inéligibles et ce quel que soit le mode de financement ;**
 - l'aide peut-être revue à la baisse ou annulée dans le cas de modifications du projet ou des critères d'éligibilité (statuts,...) ;
 - l'aide peut-être revue à la baisse ou annulée à la suite de l'instruction de la demande de versement ;
 - l'aide totale prévisionnelle figurant à la décision d'octroi d'aide ne pourra pas faire l'objet d'une augmentation **suite à des modifications ou à des augmentations de coûts.**

Fait le |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_|

*Signature **

(*) : Nom, prénom et signature (du demandeur (si individuel) ou de l'ensemble des associés (si GAEC) ou du représentant légal dûment mandaté (si autres sociétés). Chaque signataire doit apposer ses initiales sur chaque page de la demande d'aide.

PIÈCES JUSTIFICATIVES À FOURNIR

Pièces à joindre		Vérification avant envoi	
		Pièce jointe	Sans objet
Le formulaire de demande d'aide complété et signé/paraphé	1 original et 1 copie		
Le relevé d'identité bancaire (RIB-IBAN)	1 copie		
L'extrait (ou copie avec mention de l'échelle) du plan cadastral pour chaque parcelle couverte par la demande d'aide à la plantation et pour chaque parcelle faisant l'objet d'un engagement d'arrachage, ou des documents équivalents permettant de localiser les parcelles avec leurs références cadastrales	1 copie		
En cas de plantation avec engagement d'arrachage : • Engagement d'arrachage (page 5 de la demande d'aide) complété et signé	1 original		
Pour les exploitants livrant à la transformation : • Le contrat de livraison signé par les parties contractantes et couvrant les parcelles faisant l'objet de la demande de plantation, • Pour les parcelles avec engagement d'arrachage, un avenant au contrat de livraison en cours signé par les parties contractantes, précisant l'achèvement des livraisons avant le 31/07/2020, pour une superficie équivalente aux superficies concernées par l'engagement d'arrachage, • Le justificatif d'adhésion à un suivi technique ou une copie du contrat de prestation technique	1 copie 1 copie 1 copie		
Pour les exploitants disposant d'un atelier de transformation : • Les pièces justifiant d'une commercialisation annuelle d'au moins 375 hl « équivalent cidre » issus de la production des vergers de l'exploitation, (non exigé pour les JA, NI ou primo-planteurs • Le contrat de suivi oenologique	1 copie 1 copie		
Pour les exploitations engagées dans une démarche de certification environnementale: le justificatif, émanant de l'organisme habilité concerné, attestant de l'engagement de l'exploitation dans l'agriculture, dans le programme Ecophyto, dans une charte de production fruitière intégrée ou dans toute autre certification à caractère environnemental reconnue par les pouvoirs publics.	1 copie		
Pour les formes sociétaires dont le capital est détenu par des JA et/ou NI et/ou primoplanteurs, les statuts de la société	1 copie		

**RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION
À L'USAGE DE FRANCEAGRIMER – NE RIEN INSCRIRE DANS CETTE SECTION**

N° DOSSIER : _____

DATE DE RÉCEPTION : |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_|